

Le Parti communiste dans l'opposition

I. Naissance de la guerre froide : stratégie du Kominform

Avec le début de la guerre froide et la division du monde en deux blocs hostiles, le mouvement communiste adopte une stratégie politique nouvelle. La résolution qui accompagne la création du Kominform (septembre 1947), révèle l'analyse faite par le mouvement communiste de la situation internationale et détermine les tâches prioritaires des partis communistes, notamment ceux du bloc occidental.

Dans cette résolution, la division du monde en deux blocs est reconnue. Le camp « anti-impérialiste et démocratique » s'oppose au camp « impérialiste et antidémocratique ». Le camp démocratique se renforce chaque jour ; aussi le camp impérialiste a-t-il une politique agressive sur le plan militaire, économique et idéologique. Il prépare les agresseurs d'hier, « magnats allemands et japonais », à jouer le rôle d'instruments de la politique impérialiste en Europe et en Asie. « Il utilise la politique de trahison des socialistes de droite de type Blum-Bevin-Saragat qui, derrière une phraséologie socialiste, ne sont que les auxiliaires fidèles des impérialistes en suscitant la division dans les rangs de la classe ouvrière. »

La tâche des partis communistes consiste à s'unir contre l'impérialisme américain, contre ses alliés français et anglais, contre les socialistes de droite. Les communistes doivent prendre en main le drapeau de l'indépendance nationale, « se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines, gouvernemental, politique, économique, idéologique, aux plans impérialistes d'expansion et d'agression... Ils doivent rallier autour d'eux les forces démocratiques et patriotiques du peuple » (Résolution du Kominform).

Cette ligne générale se concrétise en France, où lors du Comité central du 30 octobre 1947, Maurice Thorez définit ainsi les tâches du Parti communiste. Celui-ci doit s'élever contre l'intégration de la France dans le camp impérialiste, contre « la colonisation de la France par les U.S.A. ». La direction du parti communiste reconnaît ses erreurs. Elle n'a pas compris tout de suite la portée des changements internationaux, le regroupement des forces impérialistes sous la direction des U.S.A. : « Dès lors, nous n'avons pas souligné dès le début et avec la vigueur nécessaire

que nous avons été écartés du gouvernement sur l'ordre express de la réaction américaine. Nous avons laissé l'impression qu'il s'agissait d'une crise ministérielle plus ou moins ordinaire. Nous n'avons pas, dès le début, démasqué impitoyablement la conduite des dirigeants socialistes comme étant une honteuse trahison des intérêts nationaux... Il faut maintenant se placer à la tête du mouvement populaire avec hardiesse et esprit de responsabilité. »

Dans les faits, le parti communiste répond à cette rupture et utilise la vague de grève de 1947 à des fins politiques. Parties de revendications économiques des travailleurs, le parti communiste français essaie de donner à ces grèves un caractère politique en développant à l'occasion une propagande anti-américaine et anti-gouvernementale. En septembre 1947, en pleine période de grèves, le parti communiste français dresse un bilan de faillite du gouvernement, et donne, comme seule issue aux grèves, la constitution d'un gouvernement démocratique changeant résolument de politique. Ce gouvernement devrait élever le niveau de vie des masses, mettre fin à la politique de subordination de la France aux forces capitalistes américaines au profit d'une politique de bonne entente avec tous les alliés.

Le parti communiste français sort très diminué de ces grèves. En juin 1947, le parti communiste français atteint d'après Jacques Fauvet, le nombre record de 809.030 membres. Mais, après les grèves de 1947, il est coupé d'une partie de la classe ouvrière (scission de F.O.) et surtout des classes moyennes effrayées. L'échec des grèves entraîne une diminution de son audience dans quelques-uns de ses bastions : Bassin minier du Nord, Gard, Loire, Région parisienne. Depuis 1947, les effectifs du parti communiste français ne cessent de diminuer : ils s'élèvent, selon Annie Kriegel, à

- 798.459 en 1948 (nombre de cartes délivrées) ;
- 786.855 en 1949 (nombre de cartes délivrées) ;
- 506.250 en 1954 (nombre de cartes délivrées).

Aux élections de 1953, le parti communiste français au lieu de 183 députés, n'en a plus que 101. Si l'on tient compte que les apparentements lui ont fait perdre 47 sièges, il y a cependant un net fléchissement de son audience, à mettre au compte du contexte général de la guerre froide, au cours « ultra-gauche » suivi de février à mai 1952, notamment lors de la grève du 12 février et des manifestations contre Ridgway. Après ces manifestations et l'échec de la grève générale illimitée pour faire libérer Jacques Duclos, la répression s'abat sur les militants politiques et syndicaux ; les arrestations et les licenciements se comptent par milliers.

La baisse d'audience du parti communiste français, son isolement, constituent une donnée importante de cette période. L'opposition du parti communiste français au bloc américain comprenant les socialistes, sa fidélité inconditionnelle à la politique de l'U.R.S.S. lui interdisent de s'intégrer à la société politique française. Le climat de guerre froide, l'anticommunisme virulent, conditionnent de façon négative les mobilisations qu'il peut effectuer, notamment contre la guerre d'Indochine, perçue le plus souvent comme un conflit opposant l'Est à l'Ouest, et non comme une guerre opposant colonialistes et colonisés.